

RÉFORME 2021 DES STRUCTURES DU PS SUISSE RÉVISION DES STATUTS PARTIE 2

« FAÇONNER LE PS DE DEMAIN – CRÉONS SES
BASES ORGANISATIONNELLES ! »



Introduction

Commentaire sur le présent document et l'état d'avancement intermédiaire de la réforme structurelle

Le projet de réforme structurelle visant à rendre possible un surcroît de démocratie au sein du parti et à permettre une plus grande implication de la base a débuté le 23 mars 2021 par une consultation destinée aux partis cantonaux, aux sections et aux organes du PS Suisse habilités à soumettre des propositions. Au cours des mois de mai et de juin, de nombreuses discussions ont eu lieu avec les partis cantonaux, les organes et d'autres parties intéressées. De nombreuses propositions ont été reçues en vue du Congrès du 28 août 2021. Les traits essentiels de la réforme pourraient être adoptés lors du Congrès. Il s'agit notamment de la nouvelle structure, composée du Congrès du parti (qui se tiendra désormais deux fois par an), du Conseil de parti (qui se réunira au moins quatre fois par an, où toutes les structures du parti sont représentées) et de la présidence. Les statuts révisés en conséquence entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Malheureusement, lors du Congrès, les délibérations n'ont pas pu être menées à leur terme en raison de contraintes temporelles et le traitement de certaines parties de la réforme a donc dû être reporté au Congrès du 5 février 2022. Le présent document reflète l'état des discussions à la fin du mois d'août, avec toutes les propositions qui n'ont plus pu être traitées. Différentes requêtes ont été retirées à l'approche du Congrès d'août ; elles ne figurent plus dans le présent document.

Il va sans dire qu'il est de nouveau possible de présenter des propositions sur tous les articles dans le cadre du point de l'ordre du jour relatif à la révision des statuts. Cependant, nous vous demandons de bien vouloir laisser le temps aux nouveaux statuts de faire leurs preuves et de ne pas revenir sur les décisions prises en août dernier dès février 2022. La direction du parti s'engage à évaluer en profondeur la révision des statuts au plus tard après quatre ans, à en rendre compte au Congrès du parti et, si nécessaire, à soumettre des propositions sur la manière dont les structures peuvent encore être améliorées.

Délais et procédure de soumission des propositions

Le premier envoi en vue du Congrès du parti sera effectué le 16 novembre 2021. Les partis cantonaux, les sections et les autres structures du parti habilitées à présenter des propositions peuvent le faire jusqu'au 15 décembre (date limite de soumission des propositions I). Celles-ci seront examinées par le Comité directeur le 22 décembre. Suivra, le 5 janvier 2022, le deuxième envoi à tous les délégué-es inscrits, qui auront alors jusqu'au 19 janvier (merci de noter la date limite d'inscription : le 15 décembre) pour soumettre des propositions sur le modèle révisé. Ensuite, le 24 janvier précisément, la présidence discutera de la documentation finale, qui sera mise en ligne et envoyée le 28 janvier et qui constituera le matériel de base des discussions qui seront menées lors du Congrès du 5 février 2022.

Afin de simplifier le traitement des propositions, il est demandé à chacun-e de suivre les directives ci-dessous :

- **Format** : toutes les propositions doivent être soumises sous forme de document Word.
- **Contenu** : chaque proposition doit pouvoir faire l'objet d'un « classement » spécifique (indication de l'article, de l'alinéa et, le cas échéant, de la lettre). Elle doit contenir une demande claire (ajout, suppression, reformulation) et une brève justification. Les propositions sans indications de classement ne pourront pas être traitées.

- **Traduction** : pour des raisons de coût et de temps, les propositions ne pourront pas être traduites. Les propositions et recommandations, y compris les raisons invoquées par la direction du parti, sont en revanche traduites.

Mode de fonctionnement lors du Congrès du parti

En principe, les propositions sont traitées le long du texte des statuts et articulées par blocs en conséquence au fil des articles. Au début de chaque bloc, les proposant-e-s peuvent motiver individuellement leur demande (s'ils/si elles le souhaitent). Un vote groupé sur les différentes propositions de chaque bloc suit la discussion générale et la prise de position de la présidence.

Le Comité directeur propose que tous les articles des statuts pour lesquels les amendements proposés ne sont pas contestés (c'est-à-dire pour lesquels aucune requête n'a été reçue) fassent l'objet d'un vote commun. Bien entendu, le quorum des 2/3 s'applique également à ce vote, comme au vote final sur le texte révisé des statuts. Aucun vote n'a lieu sur les articles qui ne sont ni modifiés ni contestés. En cas de multiplication de propositions de contenu différent sur le même point/sujet des statuts, la majorité simple des votant-e-s s'applique.

Selon le règlement général du Congrès, le temps de parole pour la révision des statuts est de 2 minutes pour tou-te-s les intervenant-e-s. Si la présidence prend position à titre récapitulatif sur plus de deux propositions, le temps de parole est de 4 minutes, car les différents proposant-e-s disposent de 2 minutes chacun-e. Le/la président-e peut accorder des prolongations du temps de parole. Sur demande de la moitié de l'assemblée, le président invite la plénière à se prononcer sur la prolongation.

Remarques générales

Texte des statuts au 1^{er} janvier 2022 : le texte des statuts au 1^{er} janvier 2022, qui figure ci-dessous dans la présentation synoptique, a été consolidé et renuméroté après son adoption par le Congrès le 28 août 2021 à Saint-Gall.

Numérotation définitive des statuts : la numérotation définitive des différents articles des statuts sera effectuée après leur discussion à l'occasion du Congrès du parti.

Corrections linguistiques : les corrections de nature purement linguistique (erreurs grammaticales, fautes de frappe, références incorrectes) seront prises en charge par le Secrétariat central sans qu'il soit nécessaire de soumettre une proposition spécialement pour cela.

Entrée en vigueur des statuts : les modifications des statuts approuvées par le Congrès le 5 février 2022 entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2022.

Remerciements

La présidence et le Comité directeur tiennent à remercier toutes celles et tous ceux qui ont participé et participeront au projet de réforme structurelle ! Nous nous réjouissons de mettre en place les nouvelles structures et d'examiner les questions encore en suspens lors du Congrès du 5 février 2022, à Genève. Je me tiens volontiers à votre disposition pour toute question et accueille volontiers toute suggestion.

Le Congrès

Les cases sur fond gris se trouvent en **caractères gras** les modifications, c'est-à-dire les amendements du Comité directeur par rapport aux statuts valables à partir du 1er janvier 2022 selon les décisions du Congrès du 28 août 2021.

Texte des statuts à compter du 01.01.2022 (tels qu'adoptés lors du Congrès du 28 août 2021 à St-Gall)	Texte des nouveaux statuts	Remarques
<p>Article 14 Le Congrès</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le Congrès est l'organe supérieur du parti. Ses décisions ont aussi force obligatoire pour les Partis cantonaux, les fédérations de districts, les Partis de ville et pour les sections locales. 2. En règle générale, il se réunit au moins deux fois par an et dure un jour. En règle générale, un Congrès d'une durée de deux jours est organisé tous les deux ans. 3. Le Congrès est composé : <ol style="list-style-type: none"> a. des délégué-es des sections, b. des membres du Conseil de parti, c. des membres du Groupe socialiste aux Chambres fédérales, d. de douze déléguées des Femmes* socialistes, e. de douze délégué-es du PS 60+, f. de douze délégué-es du PS Migrant-e-s, g. de douze délégué-es du PS queer, h. de deux délégué-es par Parti cantonal, i. de douze délégué-es de la JS Suisse, j. d'un-e déléguée du groupe socialiste du personnel de la Confédération, k. des représentante-s des organisations suivantes, sans droit de vote : <ul style="list-style-type: none"> - L'Union syndicale suisse (USS), - Solidar Suisse, - Solifonds, - L'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), - Les sections de Partis socialistes étrangers en Suisse, de même que d'autres organisations proches du PS. 4. Les délégations des différents organes sont composées exclusivement de membres du PS. 	<p>Article 14 Le Congrès</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le Congrès est l'organe supérieur du parti. Ses décisions ont aussi force obligatoire pour les Partis cantonaux, les fédérations de districts, les Partis de ville et pour les sections locales. 2. En règle générale, il se réunit au moins deux fois par an et dure un jour. En règle générale, un Congrès d'une durée de deux jours est organisé tous les deux ans. 3. Le Congrès est composé : <ol style="list-style-type: none"> a. des délégué-es des sections, b. des membres du Conseil de parti, c. des membres du Groupe socialiste aux Chambres fédérales, d. de douze déléguées des Femmes* socialistes, e. de douze délégué-es du PS 60+, f. de douze délégué-es du PS Migrant-e-s, g. de douze délégué-es du PS queer, h. de deux délégué-es par Parti cantonal, i. de douze délégué-es de la JS Suisse, j. d'un-e déléguée du groupe socialiste du personnel de la Confédération, k. des représentante-s des organisations suivantes, sans droit de vote : <ul style="list-style-type: none"> - L'Union syndicale suisse (USS), - Solidar Suisse, - Solifonds, - L'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), - Les sections de Partis socialistes étrangers en Suisse, de même que d'autres organisations proches du PS. 4. Les délégations des différents organes sont composées exclusivement de membres du PS. 	<p>Les changements dans cet article sont des ajouts résultant du report de la discussion des Commissions thématiques et Forums. Comme les Commissions thématiques et Forums n'ont pas pu être traités lors du Congrès du Parti du 28 août 2021 à Saint-Gall par manque de temps, les passages correspondants de l'article 14 se référant aux Commissions thématiques et Forums ont dû être à nouveau supprimés.</p>

<p>5. Chaque section a droit à un-e délégué-e. Lorsqu'une section compte plus de 50 membres, elle a droit à un-e délégué-e supplémentaire par tranche de 60 membres. Chaque nouvelle tranche, même partielle, donne droit à un délégué-e supplémentaire. Les délégué-e-s doivent être membres de la section qu'ils représentent.</p> <p>6. Tous les organes ou organisations représentés ont le droit de présenter des propositions en vue de la préparation du Congrès. Les propositions des sections doivent être traitées par leur Assemblée générale. Lors du Congrès, tous les délégué-e-s ayant le droit de vote sont habilités à présenter des propositions.</p> <p>7. Les compétences du Congrès englobent notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. l'adoption des rapports du Conseil de parti et du Groupe socialiste aux Chambres fédérales ; b. l'adoption du budget, des comptes annuels et des rapports ; c. la décision concernant le montant des cotisations des membres ; d. la décision concernant la contribution attribuée à la JS Suisse ; e. l'élection de la présidente ou du président du parti, ou de la Co-présidence, et de deux à cinq vice-président-es librement élu-es, ainsi que leur réélection chaque deux ans ; f. l'élection des 10 membres librement élu-es du Conseil de parti ; g. les décisions concernant les propositions ; h. le lancement d'initiatives à la majorité des deux tiers des votant-es ; i. le soutien au lancement d'initiatives populaires à la majorité des deux tiers des votant-es, dans la mesure où l'emploi du temps et les contraintes temporelles le permettent j. les recommandations de vote pour les votations fédérales, dans la mesure où l'emploi du temps et les contraintes temporelles le permettent k. l'adoption du programme l. la détermination annuelle des objectifs politiques quadriennaux pour la mise en œuvre du programme du parti, l'adoption des papiers de position correspondants et l'acceptation des rapports annuels du Conseil de parti concernant la réalisation des objectifs 	<p>5. Chaque section a droit à un-e délégué-e. Lorsqu'une section compte plus de 50 membres, elle a droit à un-e délégué-e supplémentaire par tranche de 60 membres. Chaque nouvelle tranche, même partielle, donne droit à un délégué-e supplémentaire. Les délégué-e-s doivent être membres de la section qu'ils représentent.</p> <p>6. Tous les organes ou organisations représentés ont le droit de présenter des propositions en vue de la préparation du Congrès. Les propositions des sections doivent être traitées par leur Assemblée générale. Lors du Congrès, tous les délégué-e-s ayant le droit de vote sont habilités à présenter des propositions.</p> <p>7. Les compétences du Congrès englobent notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. l'adoption des rapports du Conseil de parti et du Groupe socialiste aux Chambres fédérales ; b. l'adoption du budget, des comptes annuels et des rapports ; c. la décision concernant le montant des cotisations des membres ; d. la décision concernant la contribution attribuée à la JS Suisse ; e. l'élection de la présidente ou du président du parti, ou de la Co-présidence, et de deux à cinq vice-président-es librement élu-es, ainsi que leur réélection chaque deux ans ; f. l'élection des 10 membres librement élu-es du Conseil de parti ; g. les décisions concernant les propositions ; h. le lancement d'initiatives à la majorité des deux tiers des votant-es ; i. le soutien au lancement d'initiatives populaires à la majorité des deux tiers des votant-es, dans la mesure où l'emploi du temps et les contraintes temporelles le permettent j. les recommandations de vote pour les votations fédérales, dans la mesure où l'emploi du temps et les contraintes temporelles le permettent k. l'adoption du programme l. la détermination annuelle des objectifs politiques quadriennaux pour la mise en œuvre du programme du parti, l'adoption des papiers de position correspondants et l'acceptation des rapports annuels du Conseil de parti concernant la réalisation des objectifs 	
---	---	--

<p>m. la révision des statuts n. les recours contre l'exclusion d'une section par le Conseil du parti ;</p> <p>8. Le Congrès du parti est convoqué :</p> <p>a. Par le Conseil du parti : il fixe l'heure, les modalités de la tenue de la réunion et l'ordre du jour.</p> <p>ou :</p> <p>b. À la demande de sept directions cantonales ou d'un cinquième des sections. Une telle demande doit contenir les objets à traiter lors du Congrès du parti en question.</p> <p>9. Les délais pour l'envoi des documents et pour la réception des propositions d'amendement et en vue des élections sont fixés par le Conseil de parti dans un règlement. La Présidence peut raccourcir les délais qui y sont indiqués en cas de circonstances extraordinaires.</p> <p>10. Tous les documents destinés au Congrès du parti doivent être traduits dans les trois langues officielles. Une traduction simultanée dans les trois langues officielles est assurée lors du Congrès.</p> <p>11. La Présidence assure la conduite des séances du Congrès.</p> <p>12. Le Congrès du parti ne peut traiter que les objets inscrits à l'ordre du jour par le Conseil de parti ou les objets soumis par les organes sollicitant le Congrès du parti. Des exceptions à cette règle ne sont possibles qu'en cas d'urgence et sur la base d'une motion prévue par le Conseil de parti.</p> <p>13. Les membres du Congrès peuvent demander que les décisions prises par le Congrès soient soumises à un vote général.</p>	<p>m. la révision des statuts n. les recours contre l'exclusion d'une section par le Conseil du parti ;</p> <p>o. les recours contre les décisions relatives à la création et à la dissolution des Commissions thématiques par le Conseil de parti ;</p> <p>p. les recours contre les décisions de création et de dissolution des Forums par le Conseil de parti.</p> <p>8. Le Congrès du parti est convoqué :</p> <p>a. Par le Conseil de parti : il fixe l'heure, les modalités de la tenue de la réunion et l'ordre du jour.</p> <p>ou :</p> <p>b. À la demande de sept directions cantonales ou d'un cinquième des sections. Une telle demande doit contenir les objets à traiter lors du Congrès du parti en question.</p> <p>9. Les délais pour l'envoi des documents et pour la réception des propositions d'amendement et en vue des élections sont fixés par le Conseil de parti dans un règlement. La Présidence peut raccourcir les délais qui y sont indiqués en cas de circonstances extraordinaires.</p> <p>10. Tous les documents destinés au Congrès du parti doivent être traduits dans les trois langues officielles. Une traduction simultanée dans les trois langues officielles est assurée lors du Congrès.</p> <p>11. La Présidence assure la conduite des séances du Congrès.</p> <p>12. Le Congrès du parti ne peut traiter que les objets inscrits à l'ordre du jour par le Conseil de parti ou les objets soumis par les organes sollicitant le Congrès du parti. Des exceptions à cette règle ne sont possibles qu'en cas d'urgence et sur la base d'une motion prévue par le Conseil de parti.</p> <p>13. Les membres du Congrès peuvent demander que les décisions prises par le Congrès soient soumises à un vote général.</p>	
---	---	--

Le Conseil de parti

Texte des statuts à compter du 01.01.2022 (tels qu'adoptés lors du Congrès du 28 août 2021 à St-Gall)	Texte des nouveaux statuts	Remarques
---	----------------------------	-----------

Art. 15 | Le Conseil de parti

1. Le Conseil de parti est l'organe supérieur du parti en attendant la tenue du prochain Congrès. Ses décisions ont aussi force obligatoire pour les Partis cantonaux, les fédérations de district, Partis de ville et les sections locales.
2. Sur convocation du Bureau du Conseil de parti, le Conseil de parti se tient au moins quatre fois par an. Au moins deux de ces quatre réunions auront lieu en Suisse latine. Le fonctionnement dudit Conseil est défini par un règlement.
3. Si une question d'importance et de la compétence du Conseil doit être urgemment traitée, un quart des membres du Conseil peuvent demander la convocation dudit Conseil. Dans un tel cas, la réunion doit se dérouler aussi vite que possible, mais dans un délai de 10 jours au maximum.
4. Le Conseil de parti élit un Bureau parmi ses membres, composé de trois membres à droits égaux, provenant des trois régions linguistiques du pays. Le Bureau préside les réunions du Conseil de parti. Il s'organise lui-même. Il peut convoquer des réunions extraordinaires du Conseil de parti. Après chaque réunion de la Présidence, il est informé des décisions de cette dernière.
5. En règle générale, le Conseil de parti se tient en public. Dans le cas d'affaires présentant des intérêts particuliers en matière de confidentialité, il peut exceptionnellement se réunir à huis clos. Le Conseil de Parti examine chaque année les formes possibles de participation élargie des membres en fonction de l'évolution des possibilités techniques et organisationnelles. Il en fera rapport au Congrès de Parti.
6. Le Conseil de parti peut former des comités pour la préparation des affaires ou la mise en œuvre des résolutions.
7. Le Conseil de parti se compose :
 - a. d'un-e représentant-e pour chaque Parti cantonal, lequel doit être membre de l'organe directeur du Parti cantonal concerné. Les Partis cantonaux comptant plus de 2000 membres ont droit à un-e deuxième représentant-e, qui doit être membre de l'organe directeur principal du Parti cantonal.

Art. 15 | Le Conseil de parti

1. Le Conseil de parti est l'organe supérieur du parti en attendant la tenue du prochain Congrès. Ses décisions ont aussi force obligatoire pour les Partis cantonaux, les fédérations de district, Partis de ville et les sections locales.
2. Sur convocation du Bureau du Conseil de parti, le Conseil de parti se tient au moins quatre fois par an. Au moins deux de ces quatre réunions auront lieu en Suisse latine. Le fonctionnement dudit Conseil est défini par un règlement.
3. Si une question d'importance et de la compétence du Conseil doit être urgemment traitée, un quart des membres du Conseil peuvent demander la convocation dudit Conseil. Dans un tel cas, la réunion doit se dérouler aussi vite que possible, mais dans un délai de 10 jours au maximum.
4. Le Conseil de parti élit un Bureau parmi ses membres, composé de trois membres à droits égaux, provenant des trois régions linguistiques du pays. Le Bureau préside les réunions du Conseil de parti. Il s'organise lui-même. Il peut convoquer des réunions extraordinaires du Conseil de parti. Après chaque réunion de la Présidence, il est informé des décisions de cette dernière.
5. En règle générale, le Conseil de parti se tient en public. Dans le cas d'affaires présentant des intérêts particuliers en matière de confidentialité, il peut exceptionnellement se réunir à huis clos. Le Conseil de Parti examine chaque année les formes possibles de participation élargie des membres en fonction de l'évolution des possibilités techniques et organisationnelles. Il en fera rapport au Congrès de Parti.
6. Le Conseil de parti peut former des comités pour la préparation des affaires ou la mise en œuvre des résolutions.
7. Le Conseil de parti se compose :
 - a. d'un-e représentant-e pour chaque Parti cantonal, lequel doit être membre de l'organe directeur du Parti cantonal concerné. Les Partis cantonaux comptant plus de 2000 membres ont droit à un-e deuxième représentant-e, qui doit être membre de l'organe directeur principal du Parti cantonal.

Les changements dans cet article sont des ajouts résultant du report de la discussion des Commissions thématiques et Forums. Comme les Commissions thématiques et Forums n'ont pas pu être traités lors du Congrès du Parti du 28 août 2021 à Saint-Gall par manque de temps, les passages correspondants de l'article 14 se référant aux Commissions thématiques et Forums ont dû être à nouveau supprimés.

<p>b. d'un-e représentant-e pour chaque section des dix villes les plus peuplées de Suisse, qui doit être membre de l'organe directeur de la section concernée ;</p> <p>c. des membres de la Présidence, chacun-e disposant d'une voix. En cas de Co-présidence, les membres concerné-es partagent leur voix. Il en va de même pour les membres du Co-secrétariat général ;</p> <p>d. de deux délégué-es de la JS Suisse, des Femmes* socialistes, du PS Migrant-e-s, du PS 60+ et du PS Queer, qui doivent être membres de l'organe directeur de ces organes respectifs ;</p> <p>e. d'un-e délégué-e des sections internationales du PS Suisse (PS international), qui doit être membre de l'organe directeur du PS international ;</p> <p>f. de maximum 10 membres élu-es par le Congrès ;</p> <p>g. des représentant-es suivants, sans droit de vote :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les vice-président-es du Groupe socialiste aux Chambres fédérales - les collaboratrices/eurs personnels des membres socialistes du Conseil fédéral - un-e représentant-e de l'Union syndicale suisse (USS) - un-e représentant-e de Solidar Suisse - un-e représentant-e de Solifonds - un-e représentant-e de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) - un-e représentant-e de la Commission du personnel du PS Suisse <p>Les membres du Conseil de parti visés aux lettres a, b, d et e peuvent, en cas d'empêchement, être remplacé-s par un autre membre de l'organe directeur principal ou du secrétariat concerné.</p> <p>Les membres sans droit de vote bénéficient du même droit de parole que les autres membres. Le Conseil de parti peut convier d'autres invité-es sans droit de vote.</p> <p>8. Les compétences du Conseil de parti englobent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la politique du parti entre les Congrès ; b. l'adoption du programme d'activités sur la base des objectifs fixés par le Congrès ; c. la planification et le contrôle de la mise en œuvre des 	<p>b. d'un-e représentant-e pour chaque section des dix villes les plus peuplées de Suisse, qui doit être membre de l'organe directeur de la section concernée ;</p> <p>c. des membres de la Présidence, chacun-e disposant d'une voix. En cas de Co-présidence, les membres concerné-es partagent leur voix. Il en va de même pour les membres du Co-secrétariat général ;</p> <p>d. de deux délégué-es de la JS Suisse, des Femmes* socialistes, du PS Migrant-e-s, du PS 60+ et du PS Queer, qui doivent être membres de l'organe directeur de ces organes respectifs ;</p> <p>e. d'un-e délégué-e des sections internationales du PS Suisse (PS international), qui doit être membre de l'organe directeur du PS international ;</p> <p>f. d'un-e délégué-e de chacun-e des Commissions thématiques et des Forums, qui doit être membre de l'organe directeur de la Commission thématique ou du Forum concerné ;</p> <p>g. de maximum 10 membres élu-es par le Congrès ;</p> <p>h. des représentant-es suivants, sans droit de vote :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les vice-président-es du Groupe socialiste aux Chambres fédérales - les collaboratrices/eurs personnels des membres socialistes du Conseil fédéral - un-e représentant-e de l'Union syndicale suisse (USS) - un-e représentant-e de Solidar Suisse - un-e représentant-e de Solifonds - un-e représentant-e de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) - un-e représentant-e de la Commission du personnel du PS Suisse <p>Les membres du Conseil de parti visés aux lettres a, b, d, et e peuvent, en cas d'empêchement, être remplacé-s par un autre membre de l'organe directeur principal ou du secrétariat concerné.</p> <p>Les membres sans droit de vote bénéficient du même droit de parole que les autres membres. Le Conseil de parti peut convier d'autres invité-es sans droit de vote.</p> <p>8. Les compétences du Conseil de parti englobent notamment :</p>	
--	--	--

<p>politiques du parti ;</p> <p>d. la coordination des politiques et des campagnes du parti au niveau national, cantonal et communal ;</p> <p>e. le lancement et le soutien de référendums avec une majorité de 2/3 des voix ;</p> <p>f. les propositions de lancement ou de soutien d'initiatives populaires fédérales à l'attention du Congrès avec une majorité de 2/3 des voix ;</p> <p>g. l'adoption des recommandations de vote en vue des scrutins fédéraux si cette décision ne peut être prise par le Congrès du parti en raison de contraintes de temps. ;</p> <p>h. l'adoption de la stratégie en vue des élections fédérales ;</p> <p>i. la proposition au Groupe socialiste de candidatures en vue des élections au Conseil fédéral ;</p> <p>j. la préparation des affaires à traiter par le Congrès ;</p> <p>k. les relations avec les organisations socialistes internationales ;</p> <p>l. la gestion des finances ;</p> <p>m. les recommandations pour l'adoption du budget, des comptes annuels et des rapports à l'attention du Congrès ;</p> <p>n. l'adoption du rapport annuel sur la réalisation des objectifs quadriennaux du Congrès du Parti</p> <p>o. la fixation des cotisations extraordinaires pour le mandat des membres du Conseil fédéral, des juges fédéraux, des juges du Tribunal pénal fédéral, des juges du Tribunal administratif fédéral, des chef-fes de service fédéraux, etc. ;</p> <p>p. l'élection ou les élections au Secrétariat général ;</p> <p>q. l'élection d'une Commission de gestion et l'adoption de son règlement ;</p> <p>r. l'élection du/de la président-e de la Commission des finances et de deux membres en son sein, et de l'adoption du Règlement de la Commission des finances et du Règlement financier du Parti ;</p> <p>s. l'élection des délégué-es aux Congrès du Parti socialiste européen ;</p> <p>t. l'exclusion d'une section et l'examen des recours contre l'exclusion d'une section par le Congrès du Parti cantonal, conformément à l'art. 6, al. 8 ;</p> <p>u. les recours contre l'exclusion d'un-e membre par la Présidence ;</p>	<p>a. la politique du parti entre les Congrès ;</p> <p>b. l'adoption du programme d'activités sur la base des objectifs fixés par le Congrès ;</p> <p>c. la planification et le contrôle de la mise en œuvre des politiques du parti ;</p> <p>d. la coordination des politiques et des campagnes du parti au niveau national, cantonal et communal ;</p> <p>e. le lancement et le soutien de référendums avec une majorité de 2/3 des voix ;</p> <p>f. les propositions de lancement ou de soutien d'initiatives populaires fédérales à l'attention du Congrès avec une majorité de 2/3 des voix ;</p> <p>g. l'adoption des recommandations de vote en vue des scrutins fédéraux si cette décision ne peut être prise par le Congrès du parti en raison de contraintes de temps. ;</p> <p>h. l'adoption de la stratégie en vue des élections fédérales ;</p> <p>i. la proposition au Groupe socialiste de candidatures en vue des élections au Conseil fédéral ;</p> <p>j. la préparation des affaires à traiter par le Congrès ;</p> <p>k. les relations avec les organisations socialistes internationales ;</p> <p>l. la gestion des finances ;</p> <p>m. les recommandations pour l'adoption du budget, des comptes annuels et des rapports à l'attention du Congrès ;</p> <p>n. l'adoption du rapport annuel sur la réalisation des objectifs quadriennaux du Congrès du Parti</p> <p>o. la fixation des cotisations extraordinaires pour le mandat des membres du Conseil fédéral, des juges fédéraux, des juges du Tribunal pénal fédéral, des juges du Tribunal administratif fédéral, des chef-fes de service fédéraux, etc. ;</p> <p>p. l'élection ou les élections au Secrétariat général ;</p> <p>q. la création et la dissolution des Commissions thématiques ;</p> <p>r. la réglementation des Commissions thématiques en ce qui concerne leur création, leur dissolution, leur mandat, leur organisation interne ainsi que leur mode de fonctionnement et leur rapport au Congrès à travers un règlement ;</p> <p>s. l'approbation et la dissolution des Forums ;</p> <p>t. la réglementation des Forums en matière</p>	
---	--	--

<p>v. l'approbation des statuts des Partis cantonaux ; w. l'approbation du règlement du Groupe socialiste aux Chambres fédérales, des Femmes* socialistes, du PS 60+, du PS Migrant-e-s et du PS Queer ; x. l'organisation et l'administration de la section internationale du PS ; y. l'élection des réviseuses et réviseurs des comptes.</p> <p>9. Tous les organes et organisations ayant le droit de présenter des propositions au Congrès peuvent les adresser au Conseil de parti en les justifiant, au minimum, par écrit.</p> <p>10. Le Conseil de parti peut décider, à la majorité des 2/3 des voix, de faire trancher une question politique importante par le Congrès de parti ou par tous les membres lors d'un vote général.</p>	<p>d'approbation et de dissolution dans un règlement ;</p> <p>u. l'élection d'une Commission de gestion et l'adoption de son règlement ; v. l'élection du/de la président-e de la Commission des finances et de deux membres en son sein, et de l'adoption du Règlement de la Commission des finances et du Règlement financier du Parti ; w. l'élection des délégué-es aux Congrès du Parti socialiste européen ; x. l'exclusion d'une section et l'examen des recours contre l'exclusion d'une section par le Congrès du Parti cantonal, conformément à l'art. 6, al. 8 ; y. les recours contre l'exclusion d'un-e membre par la Présidence ; z. l'approbation des statuts des Partis cantonaux ; aa.l'approbation du règlement du Groupe socialiste aux Chambres fédérales, des Femmes* socialistes, du PS 60+, du PS Migrant-e-s et du PS Queer ; bb.l'organisation et l'administration de la section internationale du PS ; cc.l'élection des réviseuses et réviseurs des comptes.</p> <p>9. Tous les organes et organisations ayant le droit de présenter des propositions au Congrès peuvent les adresser au Conseil de parti en les justifiant, au minimum, par écrit.</p> <p>10. Le Conseil de parti peut décider, à la majorité des 2/3 des voix, de faire trancher une question politique importante par le Congrès de parti ou par tous les membres lors d'un vote général.</p>	
---	--	--

La Présidence

Texte des statuts à compter du 01.01.2022 (tels qu'adoptés lors du Congrès du 28 août 2021 à St-Gall)	Texte des nouveaux statuts	Remarques
<p>Article 16 La Présidence</p> <p>1. La Présidence se compose de :</p> <p>a. La ou le président-e du parti, ou les deux co-président-es</p>	<p>Article 16 La Présidence</p> <p>1. La Présidence se compose de :</p> <p>a. La ou le président-e du parti, ou les deux co-président-es</p>	<p>Il y aura une clarification des compétences entre le Conseil de parti et la Présidence.</p>

<p>b. Les vice-président-es librement élu-es du parti c. de la présidente ou du président du Groupe socialiste aux Chambres fédérales d. de la secrétaire générale ou du secrétaire général, ou des deux membres du Co-secrétariat général (se partageant une voix) e. de la présidente ou du président de la Jeunesse socialiste suisse</p> <p>2. La Présidence est l'organe de direction opérative du parti. Elle est notamment compétente pour :</p> <p>a. la direction des affaires politiques courantes, sur la base des décisions du Congrès et du Conseil de parti; b. la mise en œuvre de la politique du parti ; c. le travail d'information politique et les campagnes politiques ;</p> <p>3. En cas d'extrême urgence, la Présidence se charge de prendre les mesures qui s'imposent pour le bien du parti. Les décisions ne relevant pas de sa compétence doivent être soumises au plus vite à la ratification des organes compétents.</p> <p>4. La présidente ou le président du parti, ou les deux membres de la Co-présidence, dirige(nt) les séances.</p>	<p>b. Les vice-président-es librement élu-es du parti c. de la présidente ou du président du Groupe socialiste aux Chambres fédérales d. de la secrétaire générale ou du secrétaire général, ou des deux membres du Co-secrétariat général (se partageant une voix) e. de la présidente ou du président de la Jeunesse socialiste suisse</p> <p>2. La Présidence est l'organe de direction opérative du parti. Elle est notamment compétente pour :</p> <p>a. la direction des affaires politiques courantes, sur la base des décisions du Congrès et du Conseil de parti ; b. la mise en œuvre de la politique du parti ; c. le travail d'information politique et les campagnes politiques ;</p> <p>d. la planification et le contrôle du travail d'information politique et la mise en œuvre des campagnes politiques ; e. les négociations avec d'autres organisations politiques ; f. la préparation des affaires traitées par le Conseil de parti ; g. les réponses du parti aux procédures de consultations, après consultation des Commissions thématiques et de la délégation parlementaire concernée ; h. les demandes aux autorités suisses ; i. l'établissement des cahiers des charges de la Présidence, des responsables de domaines et du Secrétariat central.</p> <p>3. En cas d'extrême urgence, la Présidence se charge de prendre les mesures qui s'imposent pour le bien du parti. Les décisions ne relevant pas de sa compétence doivent être soumises au plus vite à la ratification des organes compétents.</p> <p>4. La présidente ou le président du parti, ou les deux membres de la Co-présidence, dirige(nt) les séances.</p>	
--	---	--

Nenad Stojanovic; Cristina Zanini Barzaghi; Carlo Lepori; Yannick Demaria; Gina La Mantia

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p>Forderung zu: Art. 14 – Der Parteitag Ergänzen:</p> <p>„<u>Almeno una delle persone elette alla vicepresidenza non deve avere al momento della sua elezione un seggio all'Assemblea federale</u>”</p> <p>Begründung: Attualmente i membri della Presidenza, ad eccezione della presidenza della GISO Svizzera, sono tutti eletti all'Assemblea federale. Questo era prassi anche in passato. Con questo emendamento si vuole riequilibrare questo aspetto affinché la Presidenza non sia un gremio eccessivamente vicino all'attività parlamentare.</p>	<p>Rejet.</p> <p>La proposition est compréhensible. Aujourd'hui, il est déjà possible pour les camarades sans mandat parlementaire d'être élus au niveau fédéral, mais nous considérons qu'une disposition correspondante dans les statuts est trop restrictive. L'élection de David Roth à la vice-présidence du parti montre que les candidatures de camarades en dehors de la « Berne fédérale » sont également possibles sans disposition statutaire.</p>

Carlo Lepori; Nenad Stojanovic; Cristina Zanini Barzaghi; Yannick Demaria

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p>Forderung zu: Art. 15 – Das Präsidium Ergänzung bei Abs. 1 Buchstabe f (neu)</p> <p>“<u>Bisogna garantire un'equa rappresentanza della Svizzera latina tra gli eletti alla Presidenza, con almeno una persona tra i membri della Presidenza deve provenire dalla Svizzera italiana.</u>”</p> <p>Begründung: In un Paese linguisticamente e culturalmente differenziato come la Svizzera, è importante che il gremio della Presidenza rispecchi questa diversità e che la Svizzera italiana vi sia rappresentata.</p>	<p>Rejet.</p> <p>La formulation sous cette forme est trop restrictive. Il va de soi, cependant, qu'une représentation de la Svizzera italiana (Suisse italienne) est souhaitable !</p>

Andrea Fuchs-Müller (SP Zürich 7 und 8)

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p>Forderung zu: Artikel, Absatz Art. 15 Ziff. 2 lit. f anpassen: «Die Vorbereitung der vom Parteitag und vom Parteirat zu behandelnden Geschäften.»</p> <p>Begründung: Die vorgeschlagenen Statuten erteilen dem Präsidium die Kompetenz, die vom Parteirat zu behandelnden Geschäfte vorzubereiten. Die Vorbereitung jener Geschäfte, die durch den Parteitag zu behandeln sind, würden durch den Parteirat vorbereitet. De facto ist diese Kaskade jedoch nicht für jedes Geschäft sinnvoll und notwendig. Daher sollte dem Präsidium ebenfalls die Kompetenz eingeräumt werden, die Vorbereitung der vom Parteitag zu behandelnden Geschäfte ebenfalls vornehmen zu können.</p>	<p>Rejet.</p> <p>Cela ne rendrait pas justice aux différents niveaux en présence. Les dossiers du Congrès du parti doivent être préparés, formellement, par le Conseil de parti, l'organe hiérarchiquement inférieur suivant. Dans le cas des dossiers non sujets à controverse au sein du Conseil de parti, cela peut également être fait</p>

rapidement. La Présidence prépare les dossiers du Congrès du parti à l'intention du Conseil de parti (cf. art. 16, al. 2 f).

Le secrétariat central

Texte des statuts à compter du 01.01.2022 (tels qu'adoptés lors du Congrès du 28 août 2021 à St-Gall)	Texte des nouveaux statuts	Remarques
<p>Article 18 Le secrétariat central</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le Secrétariat central assume les mandats et exécute les décisions des divers organes du parti. Il est notamment compétent pour les tâches suivantes : <ol style="list-style-type: none"> a. Tâches de secrétariat et conseil au Groupe socialiste aux Chambres fédérales b. Accompagnement et conseil aux Partis cantonaux c. Mise à disposition de prestations d'importance centrale pour les Partis cantonaux et – d'entente avec les Partis cantonaux – pour les sections ainsi que les membres, par exemple des offres pour le recrutement et la fidélisation des membres, le travail de formation, de sections ou de campagne. d. Conception, réalisation et évaluation de campagnes nationales (élections et votations) e. Garantie et développement continu de la capacité à mener des campagnes et de la capacité de mobilisation f. Élaboration de mesures pour le développement du nombre de membres g. Organisation et animation d'ateliers et de colloques de formation h. Mise à jour et développement en continu de la banque de données des membres i. Établissement du budget annuel ainsi que de sa surveillance et de son respect 2. Le Secrétariat central est dirigé par la secrétaire générale ou le secrétaire général, ou par les co-secrétaires généraux, qui représente(nt) le parti dans les dossiers juridiques auprès de l'extérieur et règle(nt) les intérêts propres au Secrétariat central. 3. Lors de l'engagement et du renouvellement du 	<p>Article 18 Le Secrétariat central</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le Secrétariat central assume les mandats et exécute les décisions des divers organes du parti. Il est notamment compétent pour les tâches suivantes : <ol style="list-style-type: none"> a. Tâches de secrétariat et conseil au Groupe socialiste aux Chambres fédérales ; b. Accompagnement et conseil aux Partis cantonaux. À cet effet, le Secrétariat central organise des réunions d'échange régulières avec tous les secrétariats cantonaux ; c. Mise à disposition de prestations d'importance centrale pour les Partis cantonaux et – d'entente avec les Partis cantonaux – pour les sections ainsi que les membres, par exemple des offres pour le recrutement et la fidélisation des membres, le travail de formation, de sections ou de campagne ; d. Conception, réalisation et évaluation de campagnes nationales (en particulier élections et votations) ; e. Garantie et développement continu de la capacité à mener des campagnes et de la capacité de mobilisation ; f. Élaboration de mesures pour le développement du nombre de membres ; g. Organisation et animation d'ateliers et de colloques de formation ; h. Mise à jour et développement en continu de la banque de données des membres ; i. Établissement du budget annuel ainsi que de sa surveillance et de son respect ; j. Soutien technique et administratif aux Commissions thématiques ; k. Développement technique continu des sections, 	<p>Les amendements proposés pour l'article 18 sont de nature rédactionnelle. Sur la base de divers retours et d'une demande du PS genevois, l'alinéa 1 lit. b a été complété pour inclure l'obligation de tenir des réunions d'échange régulières avec les secrétariats cantonaux, le but étant de tenir compte de la suppression de la Conférence de coordination actuelle. Les travaux préparatoires en la matière sont déjà en cours. Les lettres supplémentaires ont été ajoutées sur la base d'une demande de la section SP Stadt Aarau.</p>

<p>personnel, il est tenu compte de la représentation des différentes régions linguistiques ; la coordinatrice ou le le coordinateur romand-e doit être francophone.</p> <p>4. Le PS Suisse offre des conditions de travail modernes aux employé-es du secrétariat central. Ces conditions sont réglées dans une convention collective de travail. En outre, le PS met l'accent sur une collaboration participative au quotidien.</p> <p>5. L'organisation, les compétences ainsi que les activités concrètes du Secrétariat central sont présentées annuellement à la Présidence et approuvées par celle-ci.</p>	<p>en consultation avec les Commissions thématiques ;</p> <p>I. Garantie de la communication interne et externe ;</p> <p>m.Fourniture des outils de collaboration numériques appropriés et sécurisés aux sections, organes, Commissions thématiques, Forums et Groupes de travail.</p> <p>2. Le Secrétariat central est dirigé par la secrétaire générale ou le secrétaire général, ou par les co-secrétaires généraux, qui représente(nt) le parti dans les dossiers juridiques auprès de l'extérieur et règle(nt) les intérêts propres au Secrétariat central.</p> <p>3. Lors de l'engagement et du renouvellement du personnel, il est tenu compte de la représentation des différentes régions linguistiques ; les responsables pour la Suisse romande doivent être de langue maternelle française.</p> <p>4. Le PS Suisse offre des conditions de travail modernes aux employé-es du secrétariat central. Ces conditions sont réglées dans une convention collective de travail. En outre, le PS met l'accent sur une collaboration participative au quotidien.</p> <p>5. L'organisation, les compétences ainsi que les activités concrètes du Secrétariat central sont présentées annuellement à la Présidence et approuvées par celle-ci.</p>	
---	--	--

Jessica Jaccoud / pour: Coordination Latine (CoLa)

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p>Ajout : Art. 21 al. 6 (nouveau) (...)</p> <p>1. Pour tous les contrats à durée indéterminée ou déterminée de plus 6 mois, les postes à repourvoir font l'objet d'une mise au concours publique. Seuls des critères stricts d'urgence et d'imprévisibilité peuvent prévaloir pour surseoir à cette règle.</p> <p>Justification : Les mises au concours représentent une importante victoire de la gauche en faveur de l'égalité des chances dans le monde professionnel. Il apparaît donc comme important que celles-ci soient mises en œuvre pour</p>	<p>Rejet.</p> <p>Cette règle est déjà prévue dans la nouvelle convention collective de travail et elle n'a, aux yeux de la direction, pas sa place ici. La méfiance qui transparait dans la proposition n'est pas de mise, car les passages concernés de la CCT ont déjà été négociés entre employeurs/euses et travailleurs/euses. Ils sont les suivants : « 1. Les postes à durée indéterminée sont annoncés publiquement. L'annonce de la mise au concours doit être rédigée au moins en allemand et en français, sauf si le poste est</p>

<p>les postes au sein du PS Suisse. Tout personne intéressée et possédant les compétences doit pouvoir être informée de l'ouverture d'un poste et postuler dans le cadre d'une procédure équitable.</p> <p>Selon la réponse du Comité directeur, cette règle serait prévue dans le nouvelle Convention collective en cours de négociations. Cependant, du point de vue de la Coordination latine, cet élément essentiel doit relever des statuts et apparaître comme un fonctionnement fondamental du PS Suisse. Par ailleurs, la nouvelle CCT n'étant pas encore signée, aucune garantie ne peut aujourd'hui être donnée quant au fait que cette obligation figurera effectivement dans sa version finale.</p>	<p>explicitement responsable d'une zone linguistique. 2. Les postes temporaires d'une durée supérieure à 3 mois doivent également faire l'objet d'une publication. Si le poste est limité à un maximum de trois mois, il ne doit faire l'objet d'une publication que s'il ne peut être (re)pourvu en interne. » La CCT va donc également au-delà de la période minimale de 6 mois exigée dans la demande comme condition préalable à une mise au concours.</p>
---	--

Commissions thématiques

Texte des statuts à compter du 01.01.2022 (tels qu'adoptés lors du Congrès du 28 août 2021 à St-Gall)	Texte des nouveaux statuts	Remarques
	<p>Art. xx (nouveau) Commissions thématiques Les Commissions thématiques développent des connaissances sur des thèmes spécifiques, coordonnent et soutiennent la politique du PS dans les principales questions politiques au niveau national, cantonal et communal. Elles travaillent en étroite collaboration avec le Groupe socialiste aux Chambres fédérales. Elles ont une fonction et un rôle de conseil.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le Conseil de parti élit les Présidences des Commissions thématiques à la demande de la Commission thématique concernée. Celles-ci sont présidées par deux personnes, chacune provenant si possible d'une région linguistique différente. L'une des deux personnes est un-e parlementaire fédérale, l'autre un-e représentant-e d'un Parti cantonal. La Suisse italophone doit être représentée par au moins un-e représentant-e au sein des Présidences des Commissions thématiques. 2. L'adhésion aux Commissions thématiques est ouverte à tou-tes les membres du PS Suisse. Les parlementaires fédéraux et cantonaux qui siègent dans les commissions parlementaires correspondant au domaine thématique des Commissions thématiques sont automatiquement membres de la Commission thématique correspondante. 3. Les commissions thématiques peuvent former des 	<p>Les Commissions thématiques sont appelées à remplacer les anciennes « Commissions spécialisées ». Celles-ci visent une base plus large, sont plus accessibles et impliquent mieux les Partis cantonaux. Les Commissions thématiques ont également un droit de vote au sein du Conseil de parti. Pour les détails et la justification, voir le document de travail ci-joint sur la révision des statuts. La description de l'organisation et des tâches des commissions a été complétée et précisée à la suite de diverses propositions.</p>

	<p>sous-commissions thématiques et des sous-commissions par région linguistique. Celles-ci sont également dirigées par une Présidence. Les Commissions thématiques déterminent leurs propres structures de travail internes.</p> <p>4. Le Conseil de parti établit un règlement intégrant notamment la création, la dissolution, le mandat, l'organisation interne, ainsi que le mode de fonctionnement des Commissions thématiques ainsi que leur rapport au le Congrès.</p>	
--	---	--

Heinz Looser, Delegierter der Sektion SP Zürich 1&2.

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p><i>Forderung zu „Text neue Statuten“: Art. 19 Themenkommissionen</i> → Antrag auf Änderung</p> <p>1. Der Parteirat wählt die Präsidien der Themenkommissionen auf Antrag der Themenkommission. <i>Das Präsidium besteht immer aus zwei Personen, aus jeweils unterschiedlichen Sprachregionen. Eine der beiden Personen ist Bundesparlamentarier*in, die andere Vertreter*in einer Kantonalpartei. Neu: Das Präsidium besteht immer aus zwei Personen, aus jeweils unterschiedlichen Sprachregionen.</i></p> <p>Begründung: 1. Die Themenkommissionen sollen ihre Anträge für die Besetzung des Präsidiums frei stellen können, entlang von fachlichen und politischen Kriterien. 2. Ämterkumulation und Überlastung von einzelnen Personen soll vermieden und umgekehrt Verantwortung verteilt werden. Es soll nicht sein, dass ein/e Parlamentarier_in zwingend im Präsidium der Kommission sein soll und in der Folge auch im Parteirat etc.. Mit der beantragten Änderung wird auch einer einseitigen Ausrichtung auf den parlamentarischen Betrieb entgegengewirkt.</p>	<p>Acceptation moyennant quelques modifications.</p> <p>La représentation du niveau cantonal également au sein de la direction des Commissions thématiques est importante pour le concept des Commissions thématiques, qui doivent faire progresser la formulation et la mise en œuvre de la politique à tous les niveaux institutionnels et rendre ainsi le PS plus efficace politiquement. La question de savoir qui représente le niveau cantonal est délibérément laissée ouverte, afin d'éviter la surcharge ou le cumul des mandats potentiel. Toutefois, le Comité directeur partage l'avis selon lequel le règlement devrait être rendu plus flexible. Il propose donc la formulation suivante pour la dernière phrase de l'amendement : « L'une des deux personnes doit en principe être un-e parlementaire fédéral, l'autre un-e représentant-e d'un Parti cantonal. »</p>

Andrea Fuchs-Müller (SP Zürich 7 und 8)

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p><i>Forderung zu: Art. 19 (neu, betr. Themenkommissionen) Ziff. 4</i> Art. 19 (neu, betr. Themenkommissionen) Ziff. 4 anpassen: «Der Parteirat gibt eine Empfehlung zur Einsetzung und Auflösung von Themenkommissionen zu Händen des Parteitags ab. Der Parteirat regelt den Auftrag, die weitere</p>	<p>Rejet.</p> <p>La proposition complique le fonctionnement tant du Conseil de parti que des commissions thématiques et, aux yeux du Comité</p>

<p><i>Organisation sowie die Arbeitsweise und die Berichterstattung der Themenkommission an den Parteitag in einem Reglement.»</i></p> <p>Begründung: <i>Die vorgeschlagenen Statuten (Art. 19 (neu, betr. Themenkommissionen) Ziff. 4) sehen vor, dass der Parteirat «die Einsetzung, die Auflösung, den Auftrag, die weitere Organisation sowie die Arbeitsweise und die Berichterstattung der Themenkommission an den Parteitag» regelt. Dieser Antrag schlägt stattdessen vor, dass die letztendliche Entscheidung über Einsetzung und Auflösung durch den Parteitag geschieht; der Parteirat gibt eine Empfehlung dazu ab. Der Antrag nimmt aber auch die angestrebte Verbindlichkeit der neuen Themenkommissionen in Rechnung. So sollen weiterhin der Auftrag, die weitere Organisation sowie die Arbeitsweise und die Berichterstattung der Themenkommission an den Parteitag in einem Reglement geregelt werden.</i></p>	<p>directeur, n'apporte pas non plus de valeur ajoutée démocratique. La structure doit rester flexible, afin que de nouvelles commissions thématiques, notamment, puissent être créées rapidement et facilement.</p>
--	--

Forums

Texte des statuts à compter du 01.01.2022 (tels qu'adoptés lors du Congrès du 28 août 2021 à St-Gall)	Texte des nouveaux statuts	Remarques
	<p>Art. xx (nouveau) Forums</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les Forums sont consacrés à des sujets spécifiques et à des domaines d'intérêt au sein du PS, sous une forme ouverte et auto-organisée. 2. L'adhésion aux Forums est ouverte à tou-tes les membres du Parti socialiste suisse, comme à d'autres personnes intéressées. 3. Le Conseil de parti décide de la création d'un Forum à la demande d'un Groupe de travail. Les conditions suivantes doivent être remplies de manière cumulative : <ol style="list-style-type: none"> a) Le but, l'objectif et les activités doivent correspondre aux valeurs et aux objectifs du PS Suisse ; b) Un Groupe de travail actif doit exister depuis au moins deux ans ; c) Au moment de la demande de création du Forum en question, le Groupe de travail concerné doit rassembler au moins 2 % des membres du PS Suisse, issu-es d'au moins six Partis cantonaux. Les membres du Forum qui ne sont pas membres du PS sont comptabilisés avec un facteur de 0,5 et un maximum de 25 % du total ; d) Il ne doit pas exister d'autre Forum ou Commission thématique ayant le même contenu. 	<p>Les Forums constituent une nouvelle forme de collaboration au sein du parti, collaboration qui peut être orientée tant sur le plan thématique que sur celui d'un courant politique. Les Forums auront également le droit de vote au sein du Conseil de parti une fois que les conditions proposées auront été remplies.</p>

4. Le Conseil de parti adopte un règlement sur la création et la dissolution des Forums.

Andrea Fuchs-Müller (SP Zürich 7 und 8)

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p>Forderung zu: Art. 20 (neu, betr. Foren) Ziff. 3 <i>Art. 20 (neu, betr. Foren) Ziff. 3 anpassen: «Der Parteitag entscheidet über die Zulassung eines Forums auf Antrag einer Arbeitsgruppe». Streichung der Anforderungen unter a) bis d) sowie Streichung Ziff. 4.</i></p> <p>Begründung: Die Einbindung von Bewegungen und Strömungen in Form von Foren ist sinnvoll. Der Anforderungskatalog unter Art. 20 (neu, betr. Foren) Ziff. 3 a) bis d) liest sich jedoch wie ein Misstrauensvotum gegenüber unserer Basis. Die SP Zürich 7 und 8 beantragt, dass die Zulassung eines Forums auf Antrag einer Arbeitsgruppe durch den Parteitag geschieht. Der Parteitag kann abwägen, ob er die Arbeitsgruppe als gewichtig genug empfindet, ob sie bereits ausreichend lang bestand, ob sie den Zielen und Werten der SP entspricht und ob es gerechtfertigt ist, dem Antrag der Arbeitsgruppe stattzugeben. Wenn der Parteirat über Zulassung und Auflösung von Foren entschiede, so könnte der Parteirat über seine eigene Konstituierung entscheiden und so gewisse Foren von der Gestaltung unserer Politik ausschliessen, ohne dass die Basis darauf Einfluss nehmen kann.</p>	<p>Rejet.</p> <p>Ce qui est qualifié de « vote de défiance » est un instrument d'égalité de traitement pour tou-te-s. Il est pertinent qu'un forum doive (d'abord) faire ses preuves et remplir des critères objectifs avant de pouvoir demander son admission.</p>

Lucia Engeli, SP Entfelden, AG (traitement conjoint avec A-85)

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p>Forderung zu: Art. 20.3c neu Antrag für weniger hohe Hürde für die Zulassung einer Arbeitsgruppe als Forum <i>Konkreter Textvorschlag: Diese Arbeitsgruppe muss zum Zeitpunkt des Antrags auf Zulassung als Forum mindestens 1% (anstatt 2%) der Mitglieder der SP Schweiz vereinigen.</i></p> <p>Begründung: Es gibt bisher keinen strukturierten Meinungsbildungsprozess. Durch Foren, welche dann die Meinung eines ‚Flügels‘ auf den Punkt bringen, kann die Meinungsbildung bei allen anderen differenziert und beschleunigt werden. Daher begrüßen wir die Idee der Foren grundsätzlich und möchten zusätzlich anstossen, dass eine realistische Hürde dafür definiert werden sollte. Ein Forum erst ab über 600 Teilnehmern (was 2% bedeuten würde) zu den Strukturen der Partei zuzulassen, bedingt praktisch eine professionelle Organisation, denn diese 600 Menschen müssen administriert werden. Bereits ab 300 Personen wäre die Hürde hoch. Die SP sollte keine Angst haben vor einem Meinungsspektrum, sondern die Diskussion über verschiedene Ansichten auf jede mögliche Art fördern.</p>	<p>Acceptation moyennant quelques modifications.</p> <p>Les quorums et les exigences sont délibérément fixés de telle sorte que l'activité doive atteindre une certaine intensité avant que l'on ne puisse demander la codétermination et d'autres droits au sein du parti. Nous reconnaissons que le chiffre de 2 % est relativement élevé et proposons donc une acceptation moyennant modification : « Ce groupe de travail doit réunir au moins 500 membres du PS Suisse au moment de sa demande d'admission en tant que forum. »</p>

Heinz Looser, Delegierter der Sektion SP Zürich 1&2

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p>Forderung zu „Text neue Statuten“: Artikel 20. Foren. → Antrag auf Änderung</p> <p><i>alt: c.) Diese Arbeitsgruppe muss zum Zeitpunkt des Antrags auf Zulassung als Forum mindestens 2% der Mitglieder der SP Schweiz vereinigen, die aus mindestens sechs Kantonalparteien stammen. Mitglieder des Forums, die nicht Mitglieder der SP sind, werden mit Faktor 0,5 und maximal zu 25% der Gesamtsumme gezählt;</i></p> <p><i>neu: c.) Diese Arbeitsgruppe muss zum Zeitpunkt des Antrags auf Zulassung als Forum mindestens 1% der Mitglieder der SP Schweiz vereinigen. Mitglieder des Forums, die nicht Mitglieder der SP sind, werden mit Faktor 0,5 und maximal zu 25% der Gesamtsumme gezählt;</i></p> <p>Begründung: Die Schwelle für die Gründung eines Forums darf nicht zu hoch angesetzt werden.</p>	<p>Acceptation moyennant quelques modifications.</p> <p>Les quorums et les exigences sont délibérément fixés de telle sorte que l'activité doive atteindre une certaine intensité avant que l'on ne puisse demander la codétermination et d'autres droits au sein du parti. Nous reconnaissons que le chiffre de 2 % est relativement élevé et proposons donc une acceptation moyennant modification : « Ce groupe de travail doit réunir au moins 500 membres du PS Suisse au moment de sa demande d'admission en tant que forum. »</p>

Heinz Looser, Delegierter der Sektion SP Zürich 1&2

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p>Forderung zu „Text neue Statuten“: Artikel 20. Foren → Antrag auf Ergänzung</p> <p>Neu: 5. Das Sekretariat führt eine aktuelle Liste der Foren mit einer Kurzbeschreibung der Foren. Diese Liste wird auf der Webseite der SPS aufgeführt und periodisch beworben</p> <p>Begründung: Die Mitglieder sollen wissen, welche Foren es gibt. Dies ist eine elementare Voraussetzung für eine Mitarbeit.</p>	<p>Acceptation.</p>

Groupes de travail

Texte des statuts à compter du 01.01.2022 (tels qu'adoptés lors du Congrès du 28 août 2021 à St-Gall)	Texte des nouveaux statuts	Remarques
	Art. xx (nouveau) Groupes de travail 1. Les Groupes de travail se consacrent à des thèmes spécifiques, dans le cadre de formes de collaboration autogérées. 2. La participation aux Groupes de travail est ouverte à tou-tes les membres du PS Suisse. 3. Le Secrétariat tient à jour une liste des Groupes de travail.	Les groupes de travail, pensés sous une forme facilement accessible, sont ancrés dans les statuts pour la première fois dans le présent projet.

Heinz Looser, Delegierter der Sektion SP Zürich 1&2

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p><i>Forderung zu „Text neue Statuten“: Artikel 21 (neu): Arbeitsgruppen → Antrag um Ergänzung</i></p> <p><i>3. Das Sekretariat führt eine aktuelle Liste der Arbeitsgruppen mit einer Kurzbeschreibung der Arbeitsgruppen. Diese Liste wird auf der Webseite der SPS aufgeführt und periodisch beworben.</i></p> <p><i>Begründung: Die Mitglieder sollen wissen, welche Arbeitsgruppen es gibt. Dies ist eine elementare Voraussetzung für eine Mitarbeit.</i></p>	Acceptation.

Le Vote général

Texte des statuts à compter du 01.01.2022 (tels qu'adoptés lors du Congrès du 28 août 2021 à St-Gall)	Texte des nouveaux statuts	Remarques
Article 22 Le Vote général 1. Deux cinquièmes des délégué-es d'un Congrès ou du Conseil de parti ou un quart des sections peuvent demander, dans un délai d'un mois, que les décisions du Congrès ou du Conseil de parti soient soumises au vote général.		

<p>2. Le Congrès et le Conseil de parti à la majorité des 2/3 des voix pour chacun instance ou un dixième des membres du parti peuvent demander le Vote général pour une question politique importante.</p> <p>3. Le Conseil de parti règle le processus par un règlement et désigne le bureau qui procède au Vote général.</p> <p>4. Toutes et tous les membres du parti enregistré-es reçoivent le matériel de vote agréé par le Conseil de parti par écrit ou sous format électronique. Ils et elles ont deux semaines pour voter.</p>		
---	--	--

Clémence Danesi (JS Suisse), David Raccaud (PS Bussigny), Joakim Martins (PS Lausanne), Romain Pilloud (PS Montreux), Samuel de Vargas (PS Lausanne), Yusuf Kulmiye (PS Lausanne)

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p>Amendement de l'article 20 Le vote général / alinéa 1 → Compléter <i>Deux cinquièmes des délégué-e-s d'un Congrès ou du Conseil de parti, un vingtième des membres du parti ou un quart des sections peuvent demander, dans un délai d'un mois, que les décisions du Congrès ou du Conseil de parti soient soumises au Vote général.</i></p> <p>Exposé des motifs : <i>Un tel amendement permet de renforcer la démocratie directe interne au parti en consacrant la possibilité qu'une fraction des membres puisse contester par « référendum » une décision du Congrès ou du Conseil de parti. Cela, en sachant qu'il est déjà possible de lancer une « initiative » au sein du parti (1/10 des membres).</i></p>	<p>Rejet.</p> <p>Le règlement en vigueur jusqu'à présent (« un dixième des membres du parti ») a fait ses preuves. Les prérequis ne doivent pas être assouplis.</p>

Lucia Engeli, SP Entfelden, AG

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p>Forderung zu: Mehr Urabstimmungen (Art. 20.1&2) Antrag für weniger hohe Hürde für die Durchführung einer Urabstimmung <i>konkreter Textvorschlag: Eine Urabstimmung über eine wichtige politische Frage sollte von 1/3 (nicht 2/3) der Parteitags- oder Parteiratsteilnehmenden, von drei Kantonalparteien oder von 2000 Mitgliedern (nicht einem Zehntel der gesamtschweizerischen Parteimitglieder) verlangt werden können.</i></p> <p>Begründung: <i>Les conditions énoncées à l'art. 20 al. 1 & 2 du projet de statuts pour la tenue d'un scrutin nous semblent trop restrictives et, dans la plupart des cas, pratiquement impossibles à remplir. Le rejet de cette proposition par le Comité directeur était fondé sur l'argument selon lequel, premièrement, cet instrument a rarement été</i></p>	<p>Rejet.</p> <p>L'histoire du parti montre que l'instrument du vote général n'a été utilisé que très rarement, les deux dernières fois à l'initiative de la direction du parti (et non de la base). Le vote général ne doit pas devenir un moyen de renverser les décisions prises démocratiquement par les organes du parti. Lors d'un vote général, d'autres faiseurs d'opinion (par exemple la presse quotidienne</p>

<p><i>utilisé jusqu'à présent et, deuxièmement, l'opinion de la population est influencée par des médias conservateurs. Nous sommes d'avis que, premièrement, un changement de statut pour quelque chose de nouveau ne peut être justifié au travers du passé. Le Conseil du Parti n'a pas existé jusqu'à présent, mais cela ne peut pas être utilisé pour justifier qu'il ne soit pas créé. Deuxièmement, nous supposons que les membres du PS sont suffisamment résistants face aux arguments bourgeois pour ne pas devenir le jouet d'autres intérêts. Nous comprenons le droit à un Vote général comme une possibilité de faire entendre sa voix. Cela devrait également être possible pour une minorité. Dans les démocraties, il existe un droit d'initiative et de référendum. Ce sont des instruments qui permettent aux minorités d'avoir leur mot à dire. Ce droit démocratique doit pouvoir être demandé et mis sur pied à la demande d'une minorité.</i></p>	<p>dominée par le camp bourgeois) gagnent soudainement en importance, ce qui ne peut être dans l'intérêt de la démocratie interne du parti.</p>
--	---

Les finances du parti

Texte des statuts à compter du 01.01.2022 (tels qu'adoptés lors du Congrès du 28 août 2021 à St-Gall)	Texte des nouveaux statuts	Remarques
<p>Article 23 Les finances du parti</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le parti est financé par : <ol style="list-style-type: none"> a. les cotisations des membres, b. les dons et les donations, c. le produit de la vente de ses productions et services, d. les cotisations du Groupe socialiste aux Chambres fédérales, e. les cotisations extraordinaires des membres socialistes du Conseil fédéral, des juges du Tribunal fédéral, des juges pénaux fédéraux et des juges administratifs fédéraux socialistes, des haut-es fonctionnaires de la Confédération, etc. 2. Le Parti dispose d'un règlement sur les finances, émis par le Conseil de Parti. Celui-ci réglemente, entre autres, l'acceptation de dons et de subventions et les dispositions correspondantes en matière de transparence. 3. Le parti suisse perçoit de chaque membre une cotisation annuelle. Les Partis cantonaux peuvent décider d'un supplément. 4. Les sections, les Partis de ville, les fédérations de district et les Partis cantonaux annoncent chaque année le nombre et les noms de leurs membres au parti suisse. 5. Les sections encaissent les cotisations si les statuts cantonaux ne prévoient pas d'autre disposition. 6. Les Partis cantonaux sont responsables du versement des cotisations au PS Suisse qu'ils peuvent, par ailleurs, 		

<p>charger de leur encaissement.</p> <p>7. Les actions spéciales pour les collectes auprès des membres doivent être coordonnées avec les Partis cantonaux et décidées par le Comité directeur.</p> <p>8. Un dixième au moins des moyens financiers du parti est investi dans la formation politique.</p> <p>9. Fondation proche du parti : pour le travail de formation politique et pour le travail de fond, ainsi que pour le travail de promotion du socialisme à travers le monde par la coopération internationale, le PS Suisse crée une fondation complémentaire proche du parti, mais indépendante ou une association. Le parti ne peut recevoir aucun don de cette institution.</p> <p>10. L'exercice comptable s'étend du 1er janvier au 31 décembre.</p>		
---	--	--

Parti socialiste vaudois, Jessica Jaccoud

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p>Amendement de l'article 21, alinéa 1b – Les finances du Parti</p> <p><i>1. Le Parti est financé par :</i> <i>b. les dons et les donations <u>des personnes physiques uniquement</u></i></p> <p>Exposé des motifs : <i>Pour le PSV, il n'est éthiquement pas envisageable que le PS Suisse accepte des dons provenant de personnes morales. Pour nous, cela ne correspond ni aux principes et ni aux objectifs du Parti qui ne cesse de mettre en avant le financement de l'entier de ses actions par ses membres. Et ce, contrairement à ses adversaires politiques.</i></p> <p><i>Nous souhaitons souligner et insister qu'en autorisant les dons des coopératives, cela permet aujourd'hui au PSS de recevoir de l'argent des banques et des assurances.</i></p> <p><i>Les moins de 2% de produits aux comptes que rapportent ces dons au PSS ne mettront pas le Parti à mal s'ils n'existaient plus.</i></p>	<p>Rejet.</p> <p>Les règles d'aujourd'hui ont fait leurs preuves. La discussion a été menée en détail lors du Congrès du parti qui s'est tenu à Thoune en 2016. Le PS accepte les fonds des coopératives et des sociétés de collaborateurs/trices conformément au règlement sur les dons. Cet argent est utilisé pour le travail du parti et n'a jamais valu une mauvaise réputation au PS. Cependant, le Comité directeur comprend les préoccupations exprimées dans l'amendement et est prêt à tenir une discussion fondamentale sur le financement du parti lors du Congrès.</p>

Fabrizio Sirica; Carlo Lepori; Nenad Stojanovic; Cristina Zanini Barzaghi; Yannick Demaria

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p>Forderung zu: Art. 21 – Parteifinzen</p> <p><i>Änderung (Streichung) bei "Art. 21 Le finance del partito</i></p> <p><i>1. Il partito si finanzia con:</i></p>	<p>Rejet.</p>

<p><i>e. le quote straordinarie dei membri socialisti del Consiglio federale, delle/dei giudici del Tribunale federale, del Tribunale penale federale e del Tribunale amministrativo federale, delle/dei funzionari* dirigenti socialisti della Confederazione, ecc.</i></p> <p>Begründung: <i>Personen aus der Justiz sollten, im Gegensatz zu unseren Vertreter:innen in den Staatsräten, Grossräten usw., NICHT verpflichtet sein, einen Teil ihres (politikbedingtes) Einkommen an die Partei zu zahlen. Diese Verpflichtung schafft ein Problem der mangelnden Unabhängigkeit</i></p>	<p>Tant que les juges sont élu-e-s sur la base de la représentation proportionnelle des partis et donc sur la base de leur affiliation à un parti, il est correct qu'ils et elles contribuent également aux finances des partis. Cependant, le Comité directeur comprend les préoccupations exprimées dans l'amendement et est prêt à tenir une discussion fondamentale sur le financement du parti lors du Congrès.</p>
---	--

Dispositions finales et transitoires

Texte des statuts à compter du 01.01.2022 (tels qu'adoptés lors du Congrès du 28 août 2021 à St-Gall)	Texte des nouveaux statuts	Remarques
<p>Article 25 Dispositions finales et transitoires</p> <p>1. Les présents statuts entrent le 1.1.2022, sous réserve de l'exercice du droit du vote général selon l'article 22 des statuts.</p>	<p>Article 25 Dispositions finales et transitoires</p> <p>1. 1. Les présents statuts entrent le 1.7.2022, sous réserve de l'exercice du droit du vote général selon l'article 22 des statuts.</p> <p>2. En cas de litige entre les versions alémanique, francophone et italophone des présents statuts, la version allemande fait foi.</p>	<p>L'ajout à l'alinéa 2 est proposé afin d'assurer la clarté en cas de litige.</p>

Ursula Funk, Pascale Michel, Laurie Willomet, Alina Oppikofer, Onaï Reymond, Virginia Köpfler und Marilena Corti, Aurélie Friedli und Leandra Bias, SP Frauen* Schweiz

Objectif et justification	Recommandation du Comité directeur
<p>Forderung zu: Artikel 23, Absatz 3 (neu) → Ergänzung</p> <p>3. Das Präsidium evaluiert nach vier Jahren die neuen Statuten auf ihre Wirksamkeit. Insbesondere sind der Parteirat, die Themenkommissionen und die Foren zu prüfen. Die Ergebnisse der Evaluation werden an einem Parteitag vorgestellt.</p> <p>Begründung: <i>Mit der Strukturreform werden zahlreiche neue Gremien eingeführt. Nach vier Jahren ist es Zeit, Bilanz zu ziehen und zu prüfen, ob mit den Strukturen das erreicht wurde, was damit intendiert wurde: Die SP soll zum spannendsten Ort werden, an dem Antworten für die drängendsten Fragen der Zukunft entwickelt werden.</i></p>	<p>Acception moyennant quelques modifications.</p> <p>Le Comité directeur juge cette proposition très pertinente. Toutefois, nous n'inscrivons pas le texte dans les statuts, mais nous recommandons son adoption en tant que proposition du Congrès du parti et l'enregistrons comme il se doit dans le procès-verbal à titre contraignant.</p>